

La citation du mois

«La sécurité de l'Europe au XXI^e siècle se décidera essentiellement chez ses voisins du Sud-est - donc là où la Turquie est incontournable et le sera encore plus à l'avenir.

Or au lieu de lier la Turquie le plus étroitement possible à l'Europe et à l'Occident, la politique européenne pousse Ankara directement dans les bras de la Russie et de l'Iran !

Cette politique est à la fois paradoxale, absurde et témoigne d'une très courte vue. La Russie, l'Iran et la Turquie ont toujours été des rivaux et jamais des alliés dans la région. L'aveuglement européen ignore cet état de fait. »

Joschka Fischer, ex-vice-chancelier, ancien ministre des Affaires étrangères allemand (Le Figaro, 7 juillet)

A la Une

« Europe-Turquie : ne sifflons pas la fin de partie »

Par Henri de Castries, Jean-Pierre Jouyet, Olivier Ferrand.*

« Les membres du [comité] scientifique de l'Institut du Bosphore font valoir les intérêts de chacun à poursuivre les négociations de l'adhésion de la Turquie à l'Europe. »

« La désillusion guette. Les négociations sont engagées dans une spirale négative. Du côté européen, le principe même de l'adhésion turque est remis en cause. (...) En retour, du côté turc, la frustration et la lassitude gagnent les dirigeants (...) L'opinion publique lâche prise (...). Le ralentissement des réformes est patent. La Turquie joue un rôle croissant de puissance régionale "eurasienne" et peut ainsi donner le sentiment qu'elle se détourne de l'Europe. (...)

Dans ces conditions, la tentation monte dans chaque camp de "jeter l'éponge". (...) Nous revenons d'un séminaire bilatéral à Istanbul organisé par l'Institut du Bosphore. (...) Nous en avons la conviction : malgré toutes les difficultés, les négociations doivent continuer.

C'est l'intérêt de la Turquie. Les forces de modernisation de la société turque ont besoin de l'effet de levier des négociations d'adhésion. Les réformes menées dans ce cadre (...) sont impressionnantes : abolition de la peine de mort, réforme du système carcéral, progrès de la liberté d'expression, restrictions des prérogatives constitutionnelles de l'armée, reconnaissance de l'identité kurde, esquisse de normalisation avec l'Arménie... Ces réformes n'auraient pas été possibles sans la perspective européenne.

C'est aussi l'intérêt de l'Europe. Au plan démographique : la "veille Europe" (...) ne peut que bénéficier de l'apport d'une Turquie jeune (...). Au plan économique : l'Union a tout intérêt à arrimer (...) la 15^e puissance du monde (...) avec sa croissance "à la chinoise", sa main-d'œuvre dynamique et qualifiée, ses consommateurs qui s'enrichissent (...). Au plan diplomatique, enfin. La Turquie est (...) la deuxième armée de l'Otan, une voix écoutée au Moyen-Orient, un acteur incontournable du Caucase. (...) un "hub" énergétique stratégique pour l'Europe. »

C'est, enfin, l'intérêt de la communauté internationale. La Turquie s'affirme comme un « modèle de développement réussi aux yeux d'un milliard et demi de musulmans », « un pont pacifié entre l'islam et l'Occident. » Et l'AKP démontre que « l'islam est compatible avec la République. »

Il faut donc que les négociations se poursuivent. La question de l'adhésion ne se posera quoi qu'il arrive qu'au terme des négociations, c'est-à-dire dans 10 ou 15 ans. Pourquoi préjuger aujourd'hui de ce que seront devenues l'Europe et la Turquie à cet horizon ? Poursuivre les négociations est un moyen de maintenir des options ouvertes pour les générations de dirigeants qui seront aux commandes à cet horizon (...). Les interrompre ou les compromettre réduit les choix sans qu'aucune des parties n'ait rien à y gagner. Le président Gül a raison : donnons aux relations euro-turques le sens du temps long, "chaussons nos lunettes stratégiques" ».

* Respectivement président du directoire d'Axa, ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes et président du think-tank Terra Nova

Actualités

Israël-Turquie : le torchon brûle

La Turquie a menacé de rompre tous ses liens avec Israël si ce dernier ne s'excuse pas pour l'abordage du navire turc de la flottille d'aide pour Gaza. « *Soit [le gouvernement israélien] s'excuse, soit il admet une commission d'enquête internationale et impartiale et ses conclusions. Dans le cas contraire, nos relations diplomatiques seront rompues.* » a déclaré le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu (La Croix, 6 juillet). Or « *Israël ne présentera jamais d'excuses* » selon le bureau du Premier ministre israélien (Les Echos, 6 juillet).

Ahmet Davutoglu, et le ministre israélien du commerce se sont rencontrés en secret à Bruxelles, le 30 juin (La Croix, 2 juillet). Cette rencontre a suscité la colère du ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, tenu à l'écart pour avoir joué « *un rôle non négligeable dans l'aggravation de la crise avec la Turquie.* »

La Turquie a interdit son espace aérien à tous les vols militaires israéliens, « *une décision de rétorsion prise "pour isoler Israël"* » après l'affaire de la flottille et qui pourrait être élargie aux vols civils (La Croix, 6 juillet).

« **Tout espoir d'apaisement ne s'est toutefois pas évanoui** ». Pour la première fois, la Turquie a affirmé qu'elle pourrait se contenter de la commission établie par Israël pour enquêter sur l'affaire de la flottille sans exiger la création d'une commission internationale (Le Figaro et l'Humanité, 6 juillet). De plus, « *patrons israéliens et turcs veulent calmer le jeu* » : une délégation de la plus importante organisation patronale israélienne, s'est rendue secrètement en Turquie afin de préserver les relations commerciales entre les deux pays (La Tribune, 5 juillet).

Brésil et Turquie invitent l'Iran à la « souplesse »

Le 25 juillet à Istanbul, le chef de la diplomatie turque a fait savoir, lors d'une réunion avec le Brésil et l'Iran, qu'Ankara et Brasilia sont prêts à participer à des discussions sur le nucléaire entre Téhéran et le groupe des Six s'ils y sont invités. Brésil et Turquie ont invité Téhéran à négocier avec « *souplesse* » et « *transparence* ».

Révision constitutionnelle : « chaos politique évité »

Le 7 juillet, la Cour constitutionnelle de Turquie a en partie annulé une révision controversée de la Constitution réduisant le pouvoir de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, « *deux instances hostiles au gouvernement islamo-conservateur du premier ministre Erdogan.* » (AFP, 9 juillet)

La crainte d'une marée noire pousse la Turquie à réduire le trafic pétrolier dans ses détroits (Le Monde 2 juillet)

La marée noire provoquée par la plateforme pétrolière aux Etats-Unis a rappelé à la Turquie la fragilité de ses détroits. Pour le ministre de l'énergie, Taner Yildiz, « *la situation n'est plus tenable.* » Il est impératif que les compagnies et les pays producteurs « *recherchent des routes alternatives* » aux détroits et acceptent les projets d'oléoducs soutenus par Ankara.

Géants pétroliers et pays exportateurs « *pourraient être mis à contribution, préventivement : le gouvernement veut leur demander d'alimenter un fonds de 16 milliards d'euros pour payer les dégâts d'une éventuelle catastrophe.* »

Dossier du mois : La Turquie en Europe, mais pas dans l'UE ?

David Cameron, un homme en colère

A Ankara, le Premier ministre britannique a exprimé sa « colère » face aux entraves à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

« *Quand je pense à ce qu'a fait la Turquie pour défendre l'Europe en tant qu'alliée de l'Otan et ce que la Turquie fait maintenant en Afghanistan aux côtés des alliés européens, cela me met en colère de constater que votre marche vers une adhésion à l'Union européenne peut être découragée de la façon dont elle l'a été* », a-t-il dit devant un parterre d'hommes d'affaires (Le Figaro, 28 juillet).

« *C'est une erreur de dire que la Turquie peut monter la garde devant le camp, mais sans être autorisée à entrer dans la tente* », a-t-il ajouté, dans une allusion aux forces militaires que le pays déploie dans l'Alliance atlantique et les Balkans.

Rappelant la situation du Royaume Uni dont la candidature fut rejetée par la France du Général de Gaulle, il a dit : « *Nous savons ce que c'est que d'être exclu du club. Mais nous savons aussi que ces choses peuvent changer* » (AFP, 27 juillet).

Il a mis en garde contre un rejet de la candidature turque fondé sur des préjugés antimusulmans (La Tribune, 28 juillet) et accusé ses partenaires européens de ne pas comprendre « *le véritable islam* » (Le Monde, 31 juillet).

Derrière ce discours, des intérêts économiques mais aussi, pour beaucoup, « *l'influence du très puissant ministre des Affaires étrangères, William Hague, eurosceptique de choc* » et pour qui l'adhésion turque rendra l'UE ingouvernable.

Le soutien britannique à la Turquie en Europe a toutefois ses limites : le lobby pro-Israélien, les liens très étroits entre Chypre et le Royaume Uni et le fait que « *la perspective de l'arrivée en masse de citoyens turcs musulmans donne des sueurs froides à sa base conservatrice.* » (Le Monde, 31 juillet)

La place de la Turquie est en Europe, peut-être pas dans l'UE

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a affirmé à Istanbul l'importance d'une Turquie ancrée en Europe, mais pas forcément membre de l'UE. « *La direction de la Turquie est vers l'Europe (...) Nous accordons une grande importance à l'approfondissement des relations mutuelles et au fait de lier la Turquie à l'UE* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse avec son homologue turc, Ahmet Davutoglu. « *Nous nous sommes mis d'accord sur un processus dont l'issue est ouverte et sans automatisme* » (Le Monde, 31 juillet).

Stefan Füle, commissaire européen à l'Elargissement, a évoqué, lui, une « *perspective d'entrée* ».

Joschka Fischer « met en garde l'Europe contre sa frilosité politique » (Le Figaro, 7 juillet et Courrier International, 22 juillet)

Interrogé sur la politique étrangère du gouvernement AKP qui « *visent à faire changer la Turquie de camp, à la faire revenir à ses racines orientalo-musulmane* », l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand répond : « *Cette crainte est exagérée, voire erronée. Et même si on en arrivait là, ce serait plutôt le fait de l'Occident, non celui de la classe politique turque. Car la politique étrangère "néo-ottomane" d'Ankara (...) n'est nullement en contradiction avec les intérêts de l'Occident - bien au contraire. L'Occident va devoir enfin considérer la Turquie comme un partenaire sérieux, non plus comme un vassal.* »

Joschka Fischer s'interroge par ailleurs : « *qu'attendent exactement Bruxelles et les capitales européennes pour lancer un pont praticable* » entre la Turquie et Israël?